

Janvier 2023, Fév., Mars, Avril, Mai, Juin, Août, Sept., Oct., Nov., Déc.

La grande consultation des entrepreneurs

Le bilan 2023

“opinionway

pour

 **CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE**

1^{er} ACCÉLÉRATEUR DES ENTREPRISES

LA TRIBUNE

LCI



La méthodologie

Près de 8 000 dirigeants d'entreprises comptant au moins un salarié ont été interrogés au cours des 11 vagues du dispositif réalisées au cours de l'année 2023.

La représentativité des échantillons a été assurée par un redressement selon le secteur d'activité et la taille, après stratification par région d'implantation.

Les échantillons ont été interrogés par téléphone.

Les interviews ont eu lieu chaque mois de l'année, sauf en août.

OpinionWay a réalisé ces enquêtes en appliquant les procédures et règles de la norme ISO 20252.

JAN.

FÉV.

MARS

AVRIL

MAI

JUIN

AOÛT

SEPT.

OCT.

NOV.

DÉC.

CCI France s'est doté début 2015 d'un dispositif visant à se faire le relais du regard que les chefs d'entreprise portent sur leur environnement, de leurs motifs d'espoir et de leurs attentes. Chaque année, 11 fois par an, des entrepreneurs et dirigeants français partagent leurs points de vue et nous font part de leurs ressentis d'aujourd'hui et de leurs perspectives pour demain. Cette année, le dispositif s'est étoffé en interrogeant davantage de dirigeants et en se concentrant plus particulièrement sur les entreprises comptant au moins 1 salarié.

L'entrée dans l'année 2023 s'est opérée dans un contexte économique assombri, avec un optimisme qui n'était pas au plus haut parmi les dirigeants. Poursuite de la guerre en Ukraine, tensions géopolitiques, crise énergétique, inflation, récession... Autant d'éléments qui ont dégradé l'environnement socio-économique mondial. Cependant, à bien des égards, l'année 2023 s'est avérée étonnante.

Tout d'abord, forts d'une trésorerie jugée bonne en début d'année, les dirigeants ont, malgré les difficultés (tensions sur les prix de l'énergie, hausse des taux d'intérêt...), affiché au premier semestre un certain optimisme, qui a culminé avant l'été à des niveaux élevés (comparativement aux trois dernières années) et inédits depuis le début de la guerre en Ukraine. Peu impactés par la mobilisation contre la réforme des

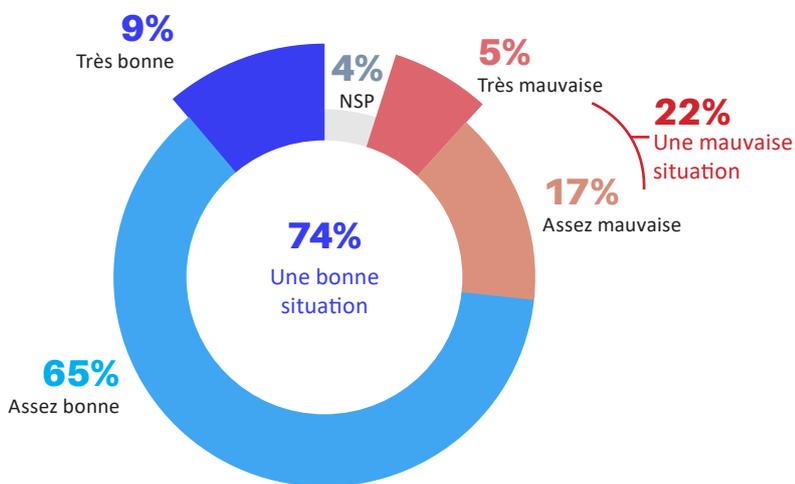
retraites, engagés dans certaines transitions (environnementales ou sur le front de l'emploi), les dirigeants d'entreprise ont continué à afficher un optimisme mesuré, même si un certain attentisme s'est installé en termes d'investissement (par prudence et en raison des contractions de capacités de financement).

Mais ce relatif enthousiasme est retombé à la rentrée de septembre, face à la persistance de l'inflation et à un environnement international peu porteur (crise de la croissance chinoise, poursuite de politiques monétaires restrictives, persistance de tensions géopolitiques...). Signe de la rudesse de l'année 2023,, le moral des chefs d'entreprise retombe en fin d'année à son niveau de janvier, avec des interrogations toujours importantes sur le front de la croissance et de leur trésorerie – affectée par des délais de paiement qui s'allongent et deviennent des variables d'ajustement pour les entreprises.

Cependant, la fin d'année est aussi porteuse de bonnes nouvelles : les tensions en termes d'approvisionnement se réduisent, les entreprises souffrent moins de la hausse des taux d'intérêt (sans doute parce qu'elles ont adapté leur gestion), laissant des raisons d'envisager 2024 comme une année de bonnes surprises, si ce n'est de reprise.

La trésorerie des entreprises résiste, mais la prudence est de mise en termes d'investissements prévus

Q. En cette rentrée 2023, la trésorerie de votre entreprise est-elle dans une bonne ou une mauvaise situation ?

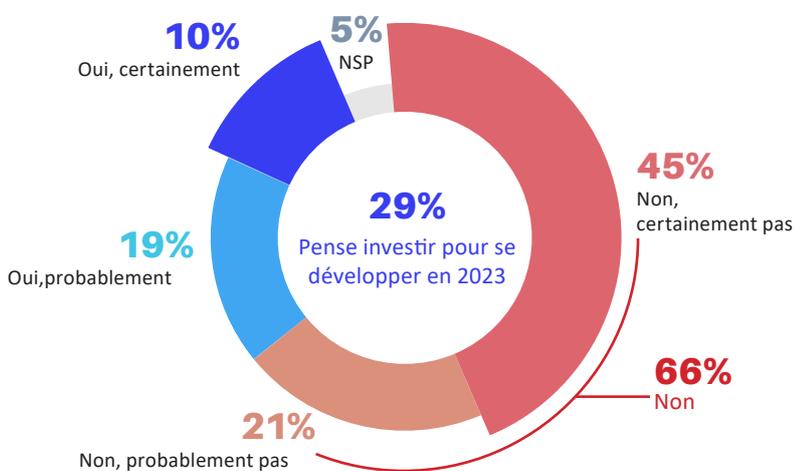


Au début de l'année 2023, près des trois-quarts des chefs d'entreprises de 1 salarié ou plus (74%) jugeaient bonne la situation de leur trésorerie.

Pour autant, moins de 3 sur 10 (29%) envisageaient d'investir pour se développer au cours de l'année – près de la moitié (45%) étaient même certains du contraire.

Une prudence qui fait écho à un rapport à l'innovation qui, alors, se dégrade. Les entreprises étaient en effet moins nombreuses que le mois précédent à considérer qu'innover était avant tout un investissement : 42%, soit une baisse de 5 points par rapport à décembre 2022, vs. 22% (+ 4 pts) qui l'associaient à un mirage et 21% (+ 2 pts) à une prise de risque.

Q. Votre entreprise va-t-elle investir pour se développer en 2023 ?



Un regain d'optimisme s'affirme en février

L'indicateur de l'optimisme



L'indicateur de l'optimisme progresse en février de 7 points, pour s'établir à 81 points – un score qu'il n'avait pas atteint depuis juillet 2022. L'optimisme qui ne pâtit pas de la mobilisation contre la réforme des retraites, qui prend alors de l'ampleur.

Interrogés à cette occasion sur l'emploi des seniors, 70% des entreprises estimaient agir suffisamment pour le favoriser* et pointaient plutôt du doigt la responsabilité des pouvoirs publics (mois d'un quart estimait alors que les pouvoirs publics agissaient suffisamment pour favoriser l'emploi des seniors) et les grandes entreprises (30%).

Q. Chacune des entités suivantes agit-elle suffisamment ou pas pour favoriser l'emploi des seniors ?

70% Votre entreprise

50% Les PME

35% Les ETI

32% Les microentreprises

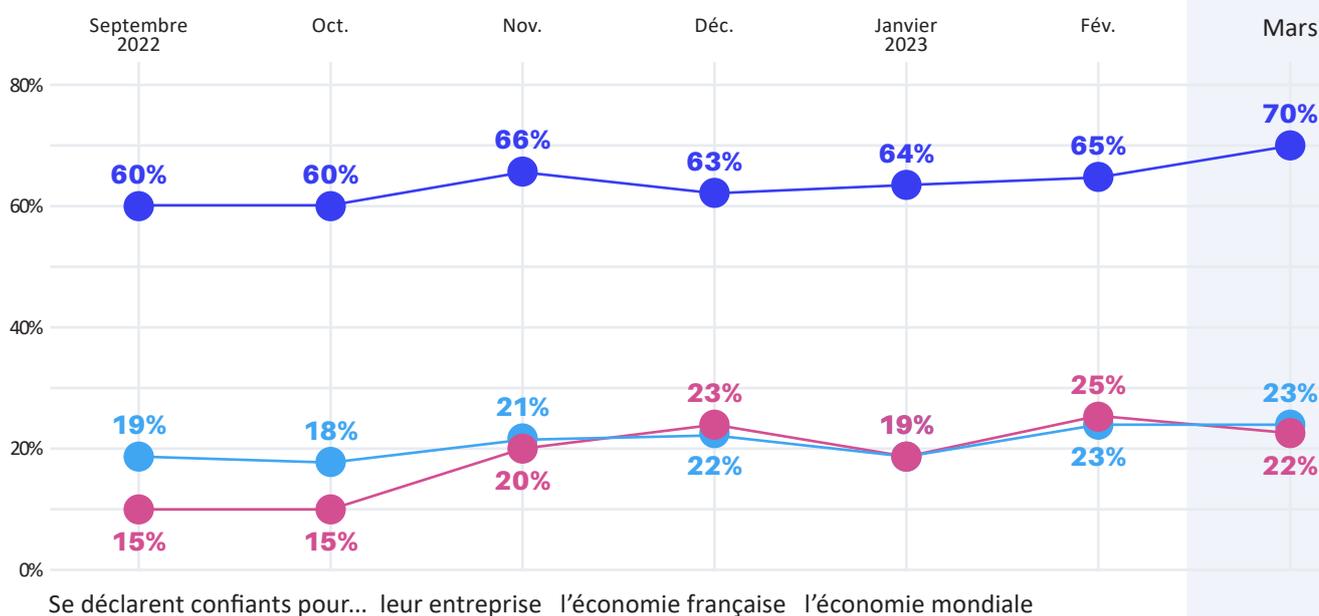
30% Les grandes entreprises

24% Les pouvoirs publics

*En août, 36% déclarent avoir mis en place des actions concrètes en ce sens (voir page 10).

Les perspectives s'améliorent, malgré des tensions toujours fortes sur les prix de l'énergie

La confiance dans les perspectives pour les 12 prochains mois

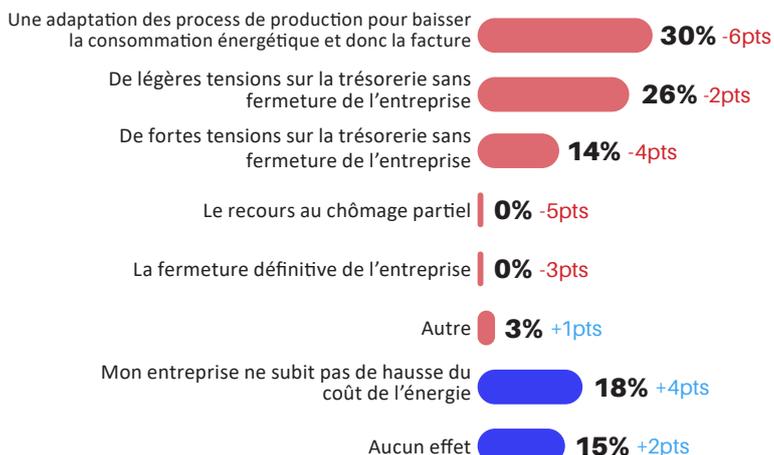


L'indicateur de l'optimisme se consolide en mars en gagnant 2 points et, surtout, la confiance des dirigeants concernant les perspectives des 12 prochains mois pour leur entreprise progresse pour s'établir à 70% de taux de confiance (+ 5 pts), son plus haut niveau depuis l'été 2022. Une confiance qui n'est pas abîmée par les effets de la hausse du coût de l'énergie, dont près des deux-tiers (65%) disent alors ressentir encore les effets – même s'ils sont moins nombreux qu'en début d'année (-4 pts).

Q. Au premier trimestre 2023, quels effets de la hausse du coût de l'énergie avez-vous pu constater ?*

-4pts
65%

Ressentent des effets de la hausse des coûts de l'énergie



La fiscalité, perçue comme le principal obstacle aux investissements étrangers en France, est pointée du doigt pour sa complexité

Q. Diriez-vous que les démarches fiscales des entreprises... ?

Pourraient être plus simples

84%

57%

Oui, tout à fait

Sont sources d'erreurs

44%

17%

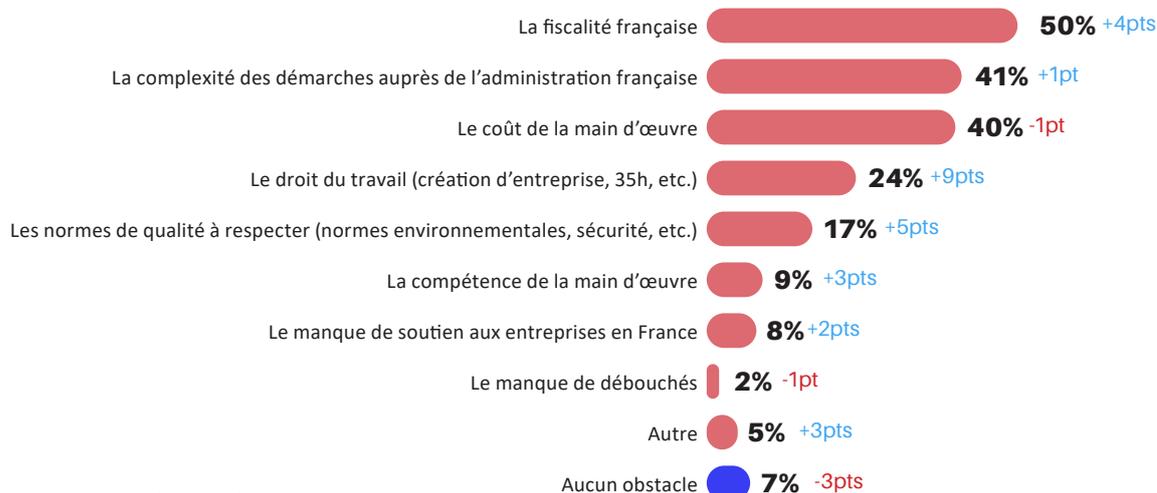
Sont simples

25%

5%

Seulement un quart des entreprises estiment que leurs démarches fiscales sont simples (dont 5% "tout à fait"). Parallèlement, 84% jugent que cela n'est pas une fatalité et qu'elles pourraient être plus simples. La fiscalité constitue par ailleurs le principal obstacle aux investissements étrangers en France (citée à 50%, soit une hausse de 4 points par rapport à avril 2022), assez loin devant la complexité des démarches auprès de l'administration française (41%, + 1 pt) et le coût de la main d'œuvre (40%, - 1 pt).

Q. Selon vous, quels sont les principaux obstacles aux investissements étrangers en France ?



NSP : 1% / Evolution depuis avril 2022

Des entreprises parfois fragilisées par la hausse des taux d'intérêt

Après plusieurs mois d'augmentation de son taux directeur par la Banque Centrale Européenne (BCE) – augmentation qui se poursuivra jusqu'à l'automne – les entreprises estimaient en mai que la hausse des taux d'intérêt qui en résultait avait des conséquences sur l'économie française (92%) voire sur leur propre entreprise, pour plus de 4 sur 10 (41%). Cette tension sur le front du crédit se confirmera en octobre avec plus de la moitié (54%) estimant qu'il est moins facile d'emprunter auprès des banques par rapport à l'année précédente. En revanche, le remboursement du PGE (prêt garanti par l'Etat) est un sujet à la portée limitée : 30% des entreprises en ont contracté un et parmi elles, 2 sur 10 (22%) se sentent fragilisées par son remboursement – soit, au global, seulement 7% des entreprises.

Q. Votre entreprise a-t-elle contracté un PGE (prêt garanti par l'Etat) ?



Evolution depuis octobre 2022

La Banque Centrale Européenne (BCE) a décidé de poursuivre l'augmentation de son taux directeur en mars dernier, poussant mécaniquement les banques commerciales à proposer des taux d'intérêts plus élevés pour les crédits accordés à leurs clients. Pour vous, cette hausse des taux d'intérêts a-t-elle des conséquences ou non sur...

...pour votre entreprise

41%
Des conséquences

7%

Des conséquences très importantes

...pour l'économie française

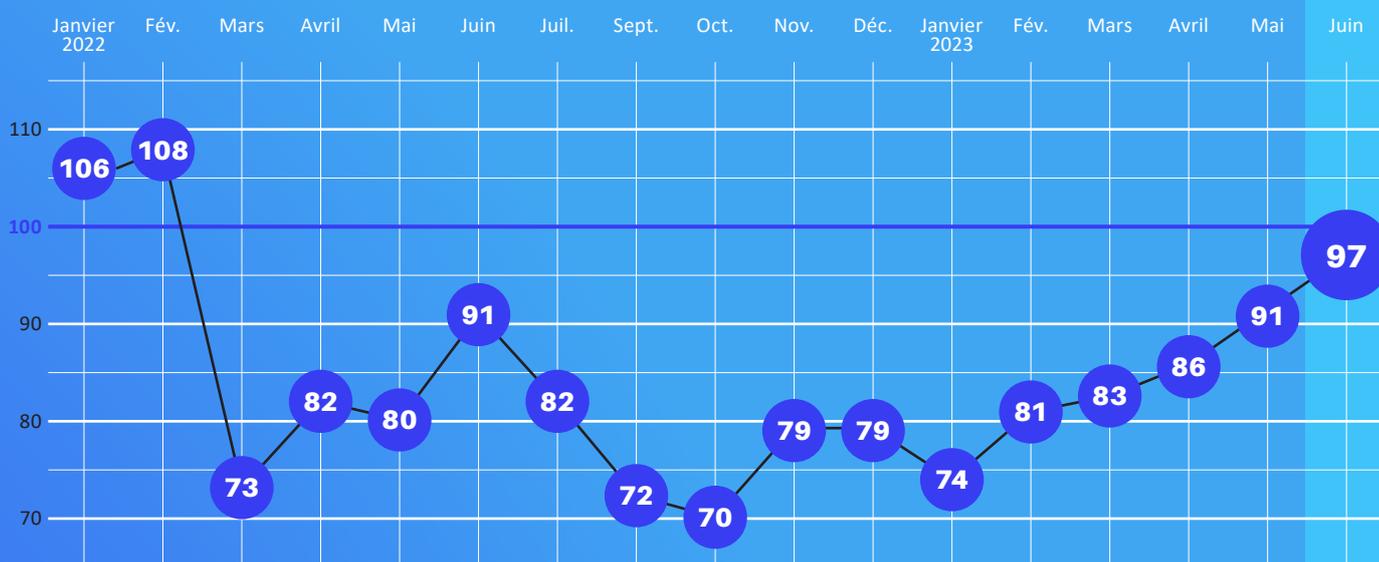
92%
Des conséquences

31%

Des conséquences très importantes

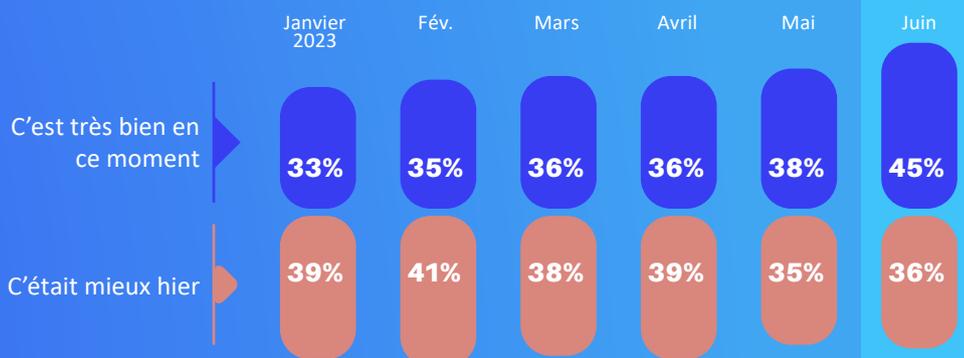
Malgré tout, les entreprises affichent avant l'été un optimisme à son plus haut niveau depuis 15 mois

L'indicateur de l'optimisme



Malgré l'inflation et les tensions sur les prix, l'indicateur de l'optimisme a progressé tout au long du premier semestre 2023, pour atteindre son plus haut niveau depuis 15 mois avant l'été : 97, soit 6 points de plus qu'en mai et une progression de 23 points par rapport à janvier. Parallèlement, l'appréciation de la situation par les chefs d'entreprise s'améliore également, avec 45% d'entre eux qui estiment que "C'est très bien en ce moment" (+ 7 pts vs. mai et + 12 pts vs. janvier). Ils sont néanmoins encore plus d'un tiers (36%) à estimer que "C'était mieux hier".

Q. Dans le contexte actuel vous êtes plutôt porté à dire... ?



L'environnement est le sujet phare des entreprises parmi les transitions à opérer

Q. Votre entreprise a-t-elle mis en place des actions concrètes dans les domaines suivants ?

● Oui ● Non, mais c'est en cours de réflexion

61% L'environnement (pratiques responsables d'achat, choix d'énergies renouvelables, limitation des déplacements, etc.) **7%**

55% L'égalité salariale femme-homme **4%**

51% L'emploi des jeunes **7%**

51% L'emploi des femmes dans les postes à responsabilité **3%**

30% L'emploi des seniors (55 ans et plus) **6%**

27% L'inclusion sociale (diversité, handicap, etc.) **6%**

Au moins en réflexion

68%

59%

58%

54%

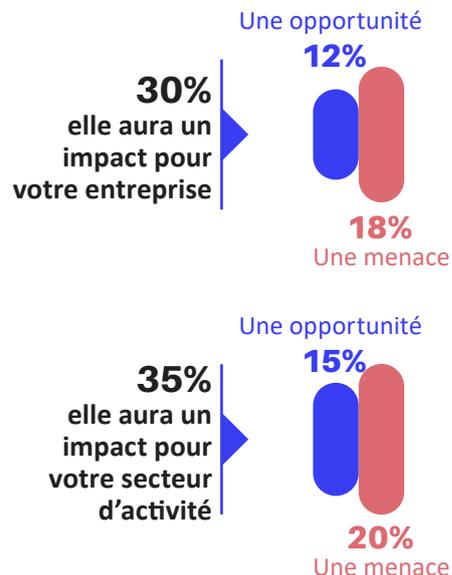
36%

33%

Plus des deux-tiers des entreprises (68%) déclarent avoir mis en place des actions concrètes dans le domaine de l'environnement (pratiques responsables d'achat, choix d'énergies renouvelables, limitation des déplacements...). Il s'agit de la thématique de transition où les entreprises sont le plus engagées, devant l'égalité salariale femmes / hommes (59%), l'emploi des jeunes (58%) et l'emploi des femmes dans les postes à responsabilité (54%). L'investissement est moindre et ne concerne qu'un tiers des entreprises en ce qui concerne l'emploi des seniors (36%) et l'inclusion sociale (diversité, handicap..., 33%).

Q. Diriez-vous que l'intelligence artificielle générative (comme ChatGPT) est plutôt une opportunité ou plutôt une menace...?

Autre transition majeure à côté de l'écologie, l'intelligence artificielle suscite des réactions contrastées quant à ses bénéfices. La majorité des dirigeants, notamment dans le secteur de la construction, considère qu'elle n'aura pas d'impact, que ce soit sur son secteur d'activité (55% – 71% dans la construction) ou sa propre entreprise (60% – 77%). Ceux qui estiment qu'elle en aura un sont partagés, entre des dirigeants qui voient le développement de l'IA comme une menace (20% pour leur secteur d'activité et 18% pour leur entreprise) ou, au contraire, une opportunité (respectivement 15% et 12%). Ce sont les entreprises du secteur du commerce qui craignent le plus le développement de l'IA : 27% y voient une menace pour leur secteur d'activité, et 24% pour leur entreprise.



JAN.

FÉV.

MARS

AVRIL

MAI

JUIN

AOÛT

SEPT.

OCT.

NOV.

DÉC.

Une chute de l'optimisme des entreprises sur fond de ralentissement de la croissance mondiale

L'indicateur de l'optimisme



Les dirigeants d'entreprises abordent la rentrée de septembre avec un moral en berne. L'indicateur de l'optimisme chute de 22 points par rapport à août, pour retrouver son niveau de janvier 2023 (74). Un environnement international peu porteur, la persistance de l'inflation, le durcissement des politiques monétaires et leur impact sur les taux d'intérêt, des prix de l'énergie repartis à la hausse... Autant d'éléments qui commencent à peser sur un moral qui avait résisté voire s'était amélioré au premier semestre sous l'effet d'un optimisme peut-être exagéré : en septembre, l'Insee a revu à la baisse ses prévisions de croissance*, de même que l'Union européenne**.

Par conséquent, plus des deux-tiers des entreprises (et plus des trois-quarts dans le secteur de l'industrie – 78%) estiment alors le contexte moins favorable à la création d'entreprise que celui de 2022.

Q. Selon vous, le contexte actuel est-il plus ou moins favorable à la création d'entreprises que celui de 2022 ?

67% Moins favorable

8% Plus favorable

24%

Ni plus,
ni moins
favorable

28%

Un peu
moins
favorable

39%

Beaucoup
moins
favorable

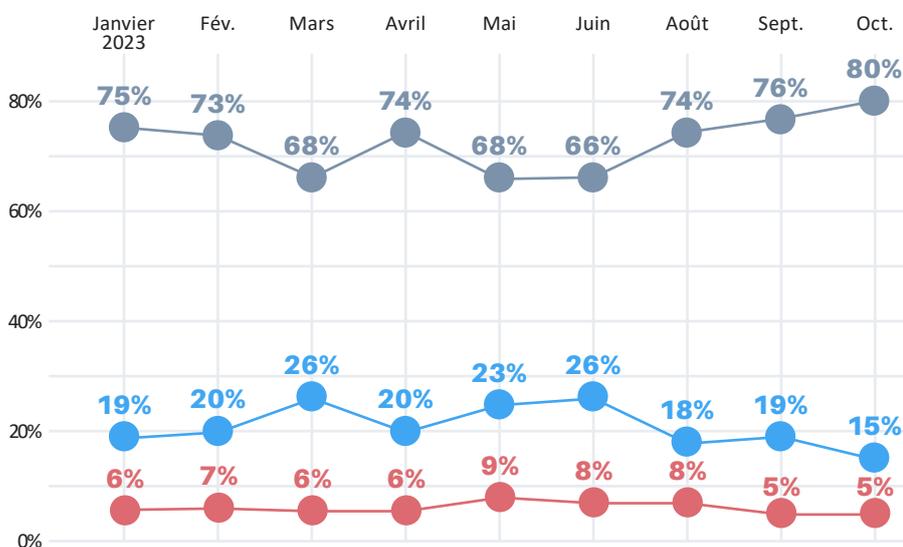
1% NSP

* « Croissance faible et inflation toujours élevée, une fin d'année en pente douce pour l'économie française », Le Monde, 07/09/23, https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/09/07/croissance-faible-et-inflation-toujours-elevee-une-fin-d-annee-en-pente-douce-pour-l-economie-francaise_6188280_3234.html

** <https://www.touteurope.eu/economie-et-social/pour-2023-la-commission-europeenne-revoit-a-la-baisse-ses-previsions-de-croissance-dans-l-ue-et-anticipe-une-recession-en-allemande/>

Des perspectives d'embauche qui n'ont plus été aussi basses depuis janvier 2022

Q. Au cours des 12 prochains mois, votre entreprise envisage-t-elle de... ?

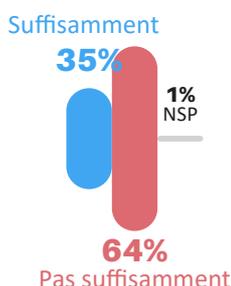


Dans ce contexte plutôt morose, les perspectives d'embauche marquent le pas. Alors que plus d'un quart des dirigeants envisageait d'augmenter leurs effectifs dans les 12 prochains mois en juin, ils ne sont plus que 15% en octobre – une baisse des perspectives amorcée en août, qui se confirme ensuite pour atteindre en automne son plus bas niveau depuis janvier 2022 (qui n'augmentera plus jusqu'à la fin de l'année).

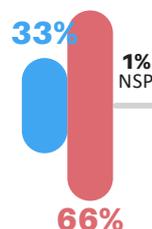
Si les perspectives d'embauche se font plus rares, les entreprises restent malgré tout confrontées à des enjeux d'attractivité quand il y en a. Les deux-tiers (66%) estiment en effet que, concernant les métiers qui existent au sein de leur entreprise, il n'y a pas suffisamment d'intérêt de la part des candidats potentiels. Ils sont autant à considérer qu'il y a un manque d'information sur la réalité de leurs métiers (67%) et de reconnaissance de leur utilité (64%), comme autant de signes de désamour entre les entreprises, leurs salariés potentiels et, plus largement, la société française.

Q. Concernant les métiers qui existent au sein de votre entreprise, diriez-vous qu'il y a dans la société française suffisamment ou pas suffisamment... ?

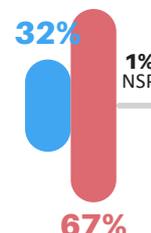
De reconnaissance pour leur utilité



D'intérêt de la part des candidats potentiels



D'information sur la réalité de ces métiers



L'implantation des entreprises satisfait largement leurs dirigeants

Q. Comment jugez-vous aujourd'hui l'implantation de votre entreprise (adresse, locaux, etc.) ?

L'implantation de mon entreprise est...

89%

Satisfaisante, elle répond aux besoins de votre entreprise et vous n'avez pas pour projet de changer d'implantation/d'ouvrir un nouveau site à court-terme

11%

Insatisfaisante

7%

Insatisfaisante (taille, état général, accessibilité, services...), **mais il ne vous est pas possible de changer** d'implantation/d'ouvrir un nouveau site à court-terme

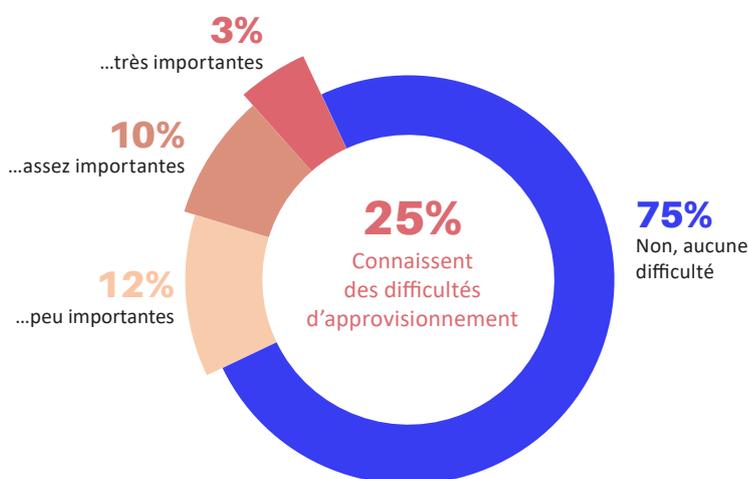
4%

Insatisfaisante (taille, état général, accessibilité, services...), **et vous envisagez de changer** d'implantation/d'ouvrir un nouveau site à court-terme

Interrogés sur l'implantation de leur entreprise, dans un sens large recouvrant les dimensions des locaux, leur connexion aux réseaux de transport ou encore leur modernité, les dirigeants se montrent quasi unanimement satisfaits (89%). Même chez les chefs d'entreprise insatisfaits de leur implantation, les projets d'ouverture de nouveaux locaux sont minoritaires. En tout, 7% des dirigeants déclarent qu'il ne leur est pas possible de se lancer dans un projet de nouvelle implantation, contre 4% qui s'inscrivent dans cette démarche.

Les difficultés d'approvisionnement s'éloignent... mais les retards de paiement fragilisent la trésorerie des entreprises

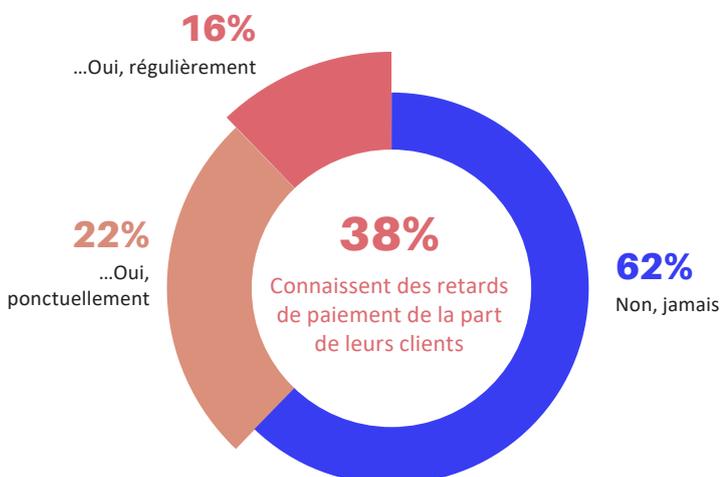
Q. Actuellement, votre entreprise rencontre-t-elle ou non des difficultés d'approvisionnement (matières premières, composants électroniques, chimiques, etc.) ?



La fin d'année 2023 voit s'éloigner les difficultés d'approvisionnement. Même si elles concernent encore 25% des entreprises, la part des structures touchées baisse de 11 points par rapport au début d'année (février 2023) et de 22 points comparé à février 2022.

Q. Votre entreprise est-elle confrontée à des retards de paiement de la part de vos clients ?

En revanche, près de 4 entreprises sur 10 (38%) sont confrontées à des retards de paiement de la part de leurs clients. Pour la moitié des entreprises concernées, ces retards sont même plus importants qu'en 2022. Dans plus de 8 cas sur 10 (83%), ces retards de paiement ont un impact sur la trésorerie des entreprises – et un impact critique ou important pour 29%.



Pour conclure...

Après une année 2023 en dents de scie, marquée par des incertitudes et des prévisions fluctuantes, l'horizon qui se profile en 2024 n'est pas davantage clarifié. Beaucoup d'inconnues liées aux conflits mondiaux (guerres en Ukraine et au Proche-Orient), à l'évolution de la situation économique de la Chine, ou encore aux résultats d'élections qui seront nombreuses dans l'année à venir, compliquent les pronostics sur l'évolution des grands équilibres macro-économiques – et notamment les facteurs qui impactent le moral des chefs d'entreprise depuis le début de la guerre en Ukraine : coûts de l'énergie, inflation, menace de récession, politique monétaire et taux d'intérêt...

Autant d'incertitudes qui pèsent sur la capacité d'investissement des entreprises dans leurs différentes transitions (écologiques, sociales, sociétales...) et hypothèquent l'avenir d'une "croissance verte" dans un contexte de reprise poussive. Si les entreprises semblent pour la plupart malgré tout relativement engagées dans des actions en faveur de l'environnement, d'autres sujets sont moins avancés, notamment celui de l'emploi des seniors – un axe pourtant important à travailler pour atteindre les objectifs de plein-emploi.

la rentabilité (maîtrise des coûts, maintien des marges) pour près de 8 sur 10 (79%), loin devant les RH (25%) et les transitions écologiques et énergétiques (21%) – signe que les équilibres fondamentaux sont encore fragiles. L'état d'esprit des dirigeants fin 2023 est donc plutôt terni par le risque de l'attentisme, 44% estimant en décembre que "c'était mieux avant" (un point haut pour cet indicateur) – seuls 19% jugent que "ce sera mieux demain".

Si les entreprises ont su se montrer résilientes dans leurs chaînes d'approvisionnement, les tensions sur la trésorerie les fragilisent davantage. La simplification de leurs obligations administratives et fiscales – qui sont aujourd'hui perçues comme plus compliquées qu'avant et comme des freins aux investissements étrangers en France – peut constituer un élément de réflexion pour les accompagner au mieux dans leurs différentes transitions.

Or, le défi prioritaire que les dirigeants entrevoient pour leur entreprise en 2024 est

Janvier
2023

Fév.

Mars

Avril

Mai

Juin

AOÛT

Sept.

Oct.

Nov.

Déc.

La grande consultation des entrepreneurs

Le bilan 2023

“*opinionway*”

pour

 CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

1^{er} ACCÉLÉRATEUR DES ENTREPRISES

LA TRIBUNE

LCI

Contacts

Béatrice Genoux
Directrice de projets Data
CCI France
b.genoux@ccifrance.fr

Eléonore Quarré
Directrice conseil
Responsable des études Société
OpinionWay
equarre@opinion-way.com

Théo Ponchel
Directeur d'études
OpinionWay
tponchel@opinion-way.com